

**Allocution présidentielle de M. Bruno Pellaud présentée
à l'occasion de la 3^e assemblée générale ordinaire du
Forum nucléaire suisse du 28 juin 2007 à Berne**

Mesdames et messieurs,

Permettez-moi de vous souhaiter simultanément la bienvenue, à vous nos invités, nos membres individuels et collectifs. Vous représentez les milieux économiques, la recherche énergétique, les administrations publiques, la politique et les médias. Votre participation à notre assemblée générale témoigne de l'intérêt que vous portez à l'avenir de l'énergie nucléaire en Suisse, une énergie qui se trouve une fois de plus à la veille d'orientations décisives.

Vous avez tous reçu les documents habituels associés à une telle assemblée, y compris le rapport annuel couvrant l'année 2006, une année qui fut fort riche en événements concernant l'état et l'avenir de l'énergie nucléaire dans notre pays. Je pense avant tout à la déclaration du Conseil fédéral selon laquelle cette forme de production d'électricité n'était plus seulement une «option», mais en fait une «nécessité» pour garantir une assise solide à la place économique suisse et à la prospérité de notre pays.

Je ne vais donc pas vous parler de 2006 – à une seule expression près. Notre association a l'année passée changé de cap, avec une force nouvelle pour remonter ou accompagner le vent qui nous porte – et avec un nouvel équipage à bord. Tout indique que nous sommes sur la voie du succès. Au nom du comité et de son bureau, j'ai eu la responsabilité de mener à bien cette réorientation stratégique; notre secrétaire général, Roland Bilang, a su avec doigté gérer la phase du départ. En votre nom et celui du Forum, je remercie tous les collaborateurs de notre secrétariat pour l'excellent travail accompli durant l'année dernière et durant cette transition dans la gestion commerciale de notre association. Nous avons en 2006 continué la modernisation de notre plateforme de communication, tant interne qu'externe, tant sur papier qu'à l'internet. Au vu du grand intérêt de la part des médias pour les informations nucléaires, nous avons repris la publication en français de notre bateau-phare, le Bulletin, car politiciens et journalistes souhaitent aussi en Suisse romande recevoir plus d'informations détaillées et fondées sur l'évolution de la situation.

Nous avons changé et modernisé notre Forum à point nommé. Car, comme vous le savez, l'énergie nucléaire fait l'objet depuis une année d'une vive discussion. L'un après l'autre, les grands partis politiques de notre pays sont sortis du bois en affirmant à haute voix que le nucléaire avait bien sa place dans le ravitaillement en électricité de notre pays. Ce que le Conseil fédéral a confirmé en fin d'année. A la veille d'une échéance électorale importante – les élections fédérales d'octobre prochain – ces partis n'ont pas hésité à assumer leur responsabilité sur un dossier important. C'est très réjouissant. Depuis quelques semaines, le débat nucléaire a néanmoins quitté la une des journaux pour faire place à un vaste débat écologique – un débat qui à terme ne fait que favoriser une option nucléaire devenant de plus en plus indispensable. Il est aussi intéressant de noter que le seul grand parti encore opposé au nucléaire – le parti socialiste – n'a pas choisi de faire du nucléaire un grand cheval de bataille pour les élections d'octobre. Le thème n'est-il pas assez porteur dans la population? Espérons seulement pour ce parti – et pour les syndicats – qu'ils sauront comprendre à temps l'importance de l'électricité pour l'amélioration des conditions de travail, que ce soit la productivité (liée aux salaires) ou le simple confort à l'usine ou au bureau.

Je veux encore mentionner deux thèmes particuliers du nucléaire en Suisse. Nous constatons avec plaisir que le Conseil fédéral – et l'Office fédéral de l'énergie en particulier – vont de l'avant avec détermination sur le dossier du stockage définitif des déchets radioactifs. Sur la base d'un grand nombre d'expertises techniques, le Conseil fédéral a en juin 2006 déclaré faisable ce stockage dans le sous-sol de notre pays. J'invite les médias à reprendre ce message de faisabilité du Conseil fédéral, afin de contrecarrer ceux qui le déclarent infaisable...et qui en même temps font tout pour l'empêcher au niveau local!

Ce genre de contradiction ne semble pas gêner les ayatollahs de l'écologie. Ne les voit-on pas maintenant prôner l'importation massive d'électricité éolienne de la mer du Nord ou d'électricité solaire du Sahara, alors qu'ils s'opposent obstinément depuis plus de vingt ans, avec en tête le WWF, à la construction de la ligne à haute tension entre Galmiz près de Fribourg et Verbois près de Genève. En fait, comme le notait récemment Rudolf Steiner, le président de l'Association des entreprises électriques suisses (AES), la Suisse et l'Europe ne vont pas seulement manquer de moyens de production, mais encore plus de moyens de transmission d'électricité. Avec moins de 5% de commerce transfrontalier à l'intérieur de l'Union européenne, une valeur qui risque encore de diminuer, les grands producteurs d'électricité n'ont d'autre choix que de penser «local et national» en matière de production. En fait, nous voyons le nucléaire rejoindre les renouvelables comme source d'énergie décentralisée. Ceci par nécessité, parce que le courant – d'où qu'il provienne – ne pourra bientôt plus passer librement les frontières – par la faute des écolos qui bloquent les pylônes, mais aussi par celle de la Commission européenne qui veut soumettre à un régime de mises aux enchères les droits de passage du courant électrique, ce qui rend économiquement aléatoire et même impossible la construction de grandes installations coopératives, que ce soit un parc éolien en mer du Nord ou une grande centrale nucléaire en Lorraine.

En ce qui concerne la construction d'une nouvelle grande centrale nucléaire en Suisse – la troisième avec Gösgen et Leibstadt – et ceci en remplacement des trois petites centrales de Beznau et Mühleberg – il est encore prématuré de spéculer sur la date d'une requête d'autorisation générale. En attendant, nous devons penser et préparer cet avenir au sein de

toutes les organisations représentées ici. Dans le Bulletin du Forum, j'ai exprimé quelques soucis quant aux mesures de préparation à la réalisation d'une nouvelle centrale nucléaire chez nous – que ce soit en janvier 2007 dans une estimation de la durée de mise en service d'une nouvelle centrale, ou ce mois-ci en tirant les leçons du retard dans la construction de la sixième unité finlandaise. L'avenir se prépare aujourd'hui...

Il y aurait en Suisse deux manières de mieux préparer cet avenir. L'une, c'est de renforcer assez tôt les instances fédérales responsables des futures autorisations nucléaires, tant à l'Office fédéral de l'énergie, que dans les commissions et aussi dans le nouvel «Inspectorat fédéral de la sécurité nucléaire». Pourquoi ne pas encore encourager l'inspectat à commencer des procédures préliminaires sur différents types de centrales standardisées comme les États-Unis l'ont fait et comme l'Angleterre va le faire? Certes, il ne faudrait pas entraver la concurrence, mais il me semble que trois modèles suffiraient (un modèle pressurisé européen, et en plus un pressuré et un bouillant «mondial»). Et pourquoi ne pas aller encore plus loin: participer à une meilleure coordination européenne en matière de sécurité nucléaire – ce qui se fait déjà timidement dans le cadre de WENRA (Western European Nuclear Regulators' Association) – et adopter une sorte de «cassis de Dijon» pour la Suisse: une centrale standardisée, strictement identique à d'autres, approuvée de construction en France, en Angleterre ou en Finlande, qui n'aurait pas à subir chez nous toutes les analyses de sécurité détaillées, certes indispensables, mais d'une validité bien européenne?

Ce qui m'amène à un bref panorama international. Le cliché sur la «Renaissance» du nucléaire n'est plus de mise. Une «révolution» est en cours tant dans les esprits que dans la réalité des faits. Comme je le disais dans le dernier Bulletin du Forum: la Finlande lance la réalisation d'une sixième centrale nucléaire avant même que ne soit terminée la cinquième (Olkiluoto 3). Petit pays neutre qui soigne son indépendance énergétique, une économie fondée sur de grandes sociétés et de nombreuses PME, la Finlande ne veut, ne peut mettre en danger son assise économique par manque d'électricité. C'est vrai pour elle, c'est vrai pour la Suisse. L'Angleterre s'en est aussi rendu compte; elle a fait le choix de moderniser son parc nucléaire – Gordon Brown suivra sur ce point la politique déclarée de Tony Blair – et les procédures préliminaires d'approbations de construire ont été lancées. Se distançant de la politique énergétique antérieure du pays, le Premier Ministre australien John Howard veut réduire le rôle du charbon national et ses émissions de gaz carbonique en construisant 25 centrales nucléaires jusqu'en 2050. Même deux des trois pays antinucléaires de l'Union européenne semblent évoluer: la Norvège qui pense sérieusement à mettre en valeur ses énormes ressources de thorium avec une nouvelle génération de centrales nucléaires et l'Irlande où la politique antinucléaire du gouvernement a été vertement critiquée par un grand syndicat et par le monde industrie! L'Autriche avec ses mille ans d'histoire demandera plus de temps...

Plus fondamental, c'est aussi le revirement de ces milieux scientifiques qui font la pluie et le beau temps en matière de réchauffement climatique. Je veux parler du «Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat» (GIEC) et de son rapport publié le 4 mai 2007 lors de la conférence de Bangkok. Vous n'y avez peut-être pas fait attention, car le mot «nucléaire» n'apparaissait souvent qu'en tout petit caractères dans les commentaires sur le rapport du

GIEC. Et pourtant, le mot s'y trouve! Dans son rapport intitulé «Mitigation of Climate Change», le GIEC a explicitement inclus l'énergie nucléaire parmi «les technologies commercialement disponibles pour limiter les changements de climat»; le nucléaire y est cité en compagnie d'autres solutions plus ou moins commerciales, comme l'énergie éolienne, l'énergie solaire, l'efficacité énergétique des bâtiments et de l'éclairage, et la séquestration du gaz carbonique. C'est la première fois – et sans doute pas la dernière – que le GIEC fait état de la contribution de l'énergie nucléaire à la lutte contre le réchauffement climatique. Yvo de Boer, le directeur exécutif de la «Convention-cadre sur les changements climatiques» des Nations Unies affirmait la semaine passée qu'il n'avait jamais vu un scénario crédible pour réduire les émissions qui n'incluait pas le nucléaire.

C'est de bon augure; une page se tourne.